



KOLUMNE der DFG

Le 26 janvier 2024

La nomination d'un Premier ministre français et ce que cela signifie pour les élections européennes

"Le plus jeune président de la République de l'histoire vient de nommer le plus jeune Premier ministre de l'histoire". C'est en tout cas ce qu'a déclaré, selon "Le Monde", l'actuel ministre de l'Education nationale Gabriel Attal, 34 ans, en saluant son prédécesseur Elisabeth Borne au Palais Matignon, la résidence officielle du Premier ministre français. Les observateurs s'attendaient depuis un certain temps à ce que la Première ministre, très compétente mais peu charismatique, soit remplacée. Au cours de ses 18 mois de mandat, elle avait réussi à faire passer deux réformes clés du président, la réforme des retraites et la loi sur l'immigration, même si ce n'était qu'avec l'aide de l'article 49,3 de la Constitution ou des voix du Rassemblement national (RN), parti d'extrême droite. Néanmoins, elle n'a pas semblé être la figure de proue avec laquelle le président pourrait ou voudrait aborder les prochaines élections au vu des mauvais sondages. Et il y a surtout les élections européennes, qui revêtent une grande importance pour le président français en matière de politique intérieure et européenne.

Les sondages ont jusqu'à présent donné une nette avance d'au moins 10 % au RN de Marine Le Pen, avec son jeune et dynamique candidat de tête Jordan Bardella. Une nouvelle défaite du camp Macron, après les dernières élections législatives, ferait du président un "canard boiteux" pour la deuxième moitié de son deuxième "quinquennat". Le jeune ex-ministre de l'Education doit éviter cela. Avec sa nomination, il est passé devant le député européen et chef de file du parti „Renaissance“ Stéphane Séjourné pour devenir de facto la tête de liste pour les élections

européennes. Bien qu'il soit issu de la gauche, Attal s'est rapidement rallié à Macron et est devenu l'un de ses plus proches collaborateurs. En outre, en tant que ministre de l'Education, il s'est montré très clair sur la politique scolaire et est considéré, notamment en raison de sa position sur la question de l'immigration, comme un homme politique plutôt conservateur apprécié, qui sait imposer ses positions grâce à une rhétorique supérieure et une grande capacité de décision. Avec lui, Macron espère donc pouvoir tenir tête à la vague d'extrême droite du RN, qui a toujours eu du succès jusqu'à présent. Le fait que le cabinet récemment nommé et réduit de deux ministres présente une nette tendance à droite, dans lequel deux anciennes ministres de Sarkozy occupent des postes clés, devrait également l'y aider. Le 16 janvier, lors de sa première grande conférence de presse depuis cinq ans, le président a également laissé entrevoir une orientation nettement plus conservatrice sur un certain nombre de sujets politiques.

Officiellement, Macron ne se préoccupe certes pas en premier lieu des élections européennes, mais de "réarmer et de régénérer" la France sur le plan de la société civile. Pour ce faire, Attal, qui dit aimer l'audace et le mouvement et qui a la réputation d'être un combattant, lui semble être le meilleur candidat, même si, contrairement à son prédécesseur, il n'aura pas de réforme majeure à faire passer dans un avenir prévisible. C'est pourquoi il devra d'abord faire ses preuves en tant que combattant électoral et gagner le duel médiatique entre les deux jeunes (à 28 ans, Bardella est encore plus jeune qu'Attal). Pour cela, il est au moins utile qu'il ne soit "pas de droite, mais qu'il envoie un signal clair aux électeurs de droite sans s'aliéner ceux du centre gauche", selon les mots de Bernard Sananès. S'il y parvient, Macron pourrait

ensuite être tenté de faire ce qu'il n'ose pas faire aujourd'hui malgré sa grande prise de risque : s'attaquer au principal défaut de son second mandat et se redonner une majorité parlementaire à l'Assemblée nationale en organisant de nouvelles élections.

Séjourné, "européen" avéré, voulait en fait, comme il l'avait encore déclaré en novembre, "mener la bataille des élections européennes". Désormais, en tant que ministre des Affaires étrangères nouvellement nommé, il a pour mission d'accompagner, pour ainsi dire dans l'ombre du Premier ministre, une campagne électorale européenne offensive qui polarise progressistes et populistes. Macron lui-même, comme les observateurs veulent le savoir, prévoit, dans le prolongement de son célèbre discours de la Sorbonne de septembre 2017, de prononcer prochainement un autre grand discours de fond sur l'Europe. En ce sens, les élections de juin en France reposent sur deux stratégies complémentaires : l'une de politique intérieure, liée à la deuxième partie du dernier mandat du président, et l'autre de politique européenne, liée aux projets de Macron pour une UE plus souveraine et plus politique. La combinaison de ces deux éléments confère aux élections une signification qui va au-delà de l'événement proprement dit.

Le Parlement européen, avec ses 705 députés élus au suffrage universel direct, représente la population des 27 Etats membres, dans lesquels un nombre de députés fixé en fonction du nombre d'habitants est élu directement. L'Allemagne, le plus grand Etat membre, envoie 96 députés, Malte, le plus petit, 6. Le Parlement a le droit d'adopter un budget, d'élire le président ou la présidente de la Commission et de décider de la nomination des commissaires ainsi que d'adopter des lois. Cependant, toutes les décisions importantes doivent être approuvées par le Conseil de l'UE (où siègent les ministres compétents des Etats membres, selon le domaine concerné). Cette nette restriction de l'autonomie parlementaire a été particulièrement visible lors de l'élection de l'actuelle présidente, qui a été imposée par les chefs de gouvernement alors que le Parlement voulait en fait élire à la présidence le candidat arrivé en tête lors des dernières élections européennes. Le président français de l'époque (et actuel) a joué un rôle décisif dans cette décision.

Néanmoins, les élections revêtent une grande importance, non seulement pour les considérations françaises susmentionnées, mais aussi dans l'intérêt de l'Allemagne et de la plupart des autres pays de l'UE. Non seulement en France, mais aussi dans de nombreux autres pays de l'UE, les partis d'extrême droite ont récemment progressé de manière significative dans les élections et/ou les sondages. Si cette tendance devait se poursuivre lors des élections européennes, il s'agirait d'une évolution inquiétante qui pourrait avoir des implications importantes sur les flux électoraux dans les Etats membres. Les récentes élections en Pologne ont toutefois montré que les partis autoritaires ne sont pas invincibles. Une défaite de partis comme le RN, l'AfD, le PIS ou Fratelli d'Italia lors de ces élections serait un signal non négligeable de la part des électeurs que les partis démocratiques continueront à l'avenir à jouer un rôle de premier plan dans les Etats membres de l'UE et donc dans l'UE dans son ensemble.

Dr Rainald Steck

Vice-président